fellows

le regard de chercheurs internationaux sur l'actualité

n° 1

1er février 2016

Réseau français des instituts d'études avancées
Aix-Marseille • Lyon • Nantes • Paris

Que reste-t-il de la Syrie ?

Deux chercheurs et intellectuels syrien et irakien s'expriment sur les perspectives de sortie de conflit, les conditions d'émergence d'un nouvel État et la reconstruction d'une société civile apaisée.

Michel Al-Maqdissi

DE LA DESTRUCTION DU VIVRE ENSEMBLE

[IEA de Paris, 2012-2013]

Michel Al-Maqdissi est docteur ès lettres de la Sorbonne en archéologie orientale (1994). Il enseigne l'archéologie orientale et la civilisation phénicienne à l'université de Damas et à l'université Saint-Joseph des Jésuites à Beyrouth. De 2000 à 2012, il a dirigé le Service des Fouilles et Etudes Archéologiques à la Direction Générale des Antiquités et des Musées de Syrie.

Le cycle infernal qui mène la société syrienne vers la ruine et la perte de toute valeur humaine, suite à un conflit déclenché par un étroit noyau politico-économique à la tête du régime baasiste pour mater un mouvement pacifique, s'est transformé en une guerre compliquée par des facteurs religieux qui fragilisent encore plus la situation et rendent improbable une issue sans bouleversements radicaux.

Ce conflit déstabilise la société en entraînant les souffrances les plus atroces et conduit à une rupture radicale exacerbée par une montée rapide de la haine à l'encontre de la communauté internationale. Le fossé qui sépare aujourd'hui cette société de ses antiques valeurs représente un barrage de nature à empêcher toute victoire durable en faveur de la paix et du rétablissement des droits culturels, sociaux, politiques confisqués par les seigneurs de la guerre. De larges courants au sein de cette société croient aujourd'hui que la paix doit être achetée par l'impunité de ces « seigneurs », approche qui risquerait d'entraîner une sortie de conflit éphémère, parsemée d'obstacles et où règnera l'incertitude.

Il est pratiquement impossible de faire une analyse claire sur ce qui se passe dans la société syrienne sans se contredire. La réalité est que **la société est travaillée en profondeur par des tensions ethniques et religieuses, qui sont avant tout un outil de manipulation utilisé par le gouvernement et par les groupes armés.** Cette vision nous amène à nous interroger sur l'impact d'une telle situation sur le cours du conflit et surtout sur le démantèlement de la société par l'intrusion des acteurs qui tirent leur légitimité des armes.

Une telle évolution est catastrophique du fait de la mise à mal des fondements de la société, et surtout par la création d'un courant ou d'une doctrine politique guerrière contraire à toute notion d'entente et en revanche favorisant l'anéantissement du sentiment d'appartenance à une cause commune.

Au fil des ans, l'horreur réelle présente au fond de la société syrienne va finir par tout submerger. **Le cyclone de la guerre, la ruine morale, le bouleversement des valeurs nourrissent une doctrine de haine dans un débat social désormais dépourvu de tout repère humain.** Une haine de la tolérance, nourrie d'une logique purificatrice et antisociale, mue par une animosité destructrice de la noble notion de vivre ensemble. Et comme l'intolérance appelle l'intolérance, la société syrienne va devenir, malgré elle, le principal fauteur du désastre du pays, avec des actes de barbarie dont nous avons déjà la preuve, en ce moment, sous nos yeux.

La guerre, ses atrocités et ses manipulations vont transformer l'âme de la Syrie en outil de prédication de la haine

Au terme de ces cinq années de désastre, l'émergence d'une société de guerre se manifeste par des marqueurs destructeurs qui touchent tous les aspects de la vie des Syriens. C'est un « fait social total » qui engage la grandeur humaine, une épreuve de vérité dans laquelle les Syriens dévoilent les penchants les plus noirs de leur histoire.

Compte tenu de cette situation et cette funeste évolution, est-il encore possible de sauver la société civile syrienne ?

Il n'est peut-être pas inutile de préciser que ce conflit révèle crûment la profonde dégénérescence de la notion de civisme. Nous sommes ici face à une société sauvage, incivique et perpétuellement oscillante. En outre, les atrocités des seigneurs de la guerre développent une manipulation mettant en avant le droit de tuer ou le droit d'éliminer, dans un dogme de terreur accompagné d'un discours agressif mortel et opposé à toute vision noble de nos valeurs.

C'était là l'obstacle, et je crois que c'est toujours cela l'obstacle. La guerre, ses atrocités et ses manipulations vont transformer l'âme de la Syrie en outil de prédication de la haine, afin que la notion de la vie civique soit chimérique et que l'actuelle société syrienne se batte quotidiennement pour justifier la pérennité d'un conflit dicté par des intérêts pitoyables.

Pour être clair, le discours fanatique de l'opposition radicale islamique, et le message du régime syrien qui encourage l'émergence de ces radicaux, sont formés pour empêcher à tout prix un règlement du conflit qui pourrait sauver la Syrie et sa société du désastre. Cette stratégie commune consiste à entraver l'émergence du mouvement laïc modéré qui cherche à maintenir une position ferme pour tenter de sauvegarder ce qui reste de la Syrie.

En conséquence, la Syrie est devenue un écheveau inextricable d'intérêts divergents pour les grandes puissances mondiales qui jouent, comme c'est toujours le cas, leur politique d'influence et ne manifestent également aucun empressement à régler le conflit puisqu'ils poursuivent leur propre visée militaire et même stratégique au détriment de la société syrienne qui paie le prix fort de cette concurrence.

Rien ne permet d'entrevoir dans les conditions actuelles que la société syrienne sorte vivante de cette impasse. Le plus grand danger de ce conflit imbécile réside dans le fait d'engendrer un citoyen agressif qui ne pourra produire qu'une démocratie faussée et ouvrira ainsi grande la voie à une nouvelle dictature et à une société satanique caractérisée par une pluralité de têtes diaboliques.

La situation actuelle, sans solution apparente, ne permet pas d'entretenir l'espoir d'un rétablissement des bases humaines seules à même de retrouver une vitalité capable de recréer une société d'espérance.
Cette recréation qui permettrait de se réapproprier les valeurs normales d'une société harmonieuse, avec des citoyens vivant dans un véritable climat d'entente et ainsi de retrouver le chemin de la démocratie.

Nous sommes encore malheureusement loin de retrouver le chemin de la paix interne qui assure la fabrication de structures sociales normales et renforce les liens de la société en associant la paix et la justice.

Abou Dhabi, 15 janvier 2016

Souad Odeh L'ENTRETIEN

[Collegium de Lyon, 2015-2016]

Quelles perspectives de sortie de conflit pensez-vous plausibles pour la Syrie ?

Si on peut imaginer que la guerre puisse un jour prendre fin, il est hasardeux de prédire la manière dont le conflit trouvera une résolution. Ce qui certain est que cette guerre aura des conséquences profondes et durables sur la société civile syrienne et son mode d'organisation politique futur.

Pour espérer parvenir à une solution pacifique acceptable par la plupart des parties, deux conditions doivent être réunies : (i) l'existence d'une opposition unie proposant un discours équilibré et reconnue par les partenaires internationaux et (ii) la volonté des grandes puissances mondiales de s'accorder sur la résolution de la crise.

L'absence d'une position internationale commune et l'aggravation des problèmes humains et sociaux due au conflit ont amplifié un sentiment de marginalisation chez **une grande partie de la population syrienne qui s'interroge sur les objectifs des puissances internationales vis-à-vis de la Syrie.** Quelles sont leurs visions du destin politique de la Syrie ? Veulent-elles le maintien du régime actuel et de son hégémonie politico-militaire ? Veulent-elles l'établissement d'un régime démocratique instaurant une nouvelle constitution et la primauté de l'Etat de droit ? Pensent-elles que la solution du conflit ne sera obtenue qu'au prix d'une division du pays en plusieurs États morcelés, construits sur des bases d'appartenance communautaire, religieuse ou ethnique ?

Pensez-vous qu'un État syrien soit encore envisageable et/ou viable ?

L'idée que, pour sortir du conflit, il faut diviser la Syrie, est sérieusement envisagée par plusieurs médias arabes et occidentaux. **Une partition du pays semble toutefois peu envisageable si l'on considère l'histoire de la Syrie ainsi que la structuration géographique et démographique des ethnies et des communautés qui la compose.**

En effet, la population syrienne est une entité composite très complexe qu'on doit appréhender à l'aide de trois critères distincts qu'il s'avère nécessaire de combiner : (i) la dimension ethnique, qui répartit la population en Arabes, Kurdes, Turkmènes, Assyriens, Circassiens et Arméniens… ; (ii) la dimension religieuse (musulmans, chrétiens, yézidis, juifs) ; (iii) la communauté d'appartenance qui distingue les Sunnites, les Alaouites, les Murchidites, les Druzes, les Ismaéliens, les Chiites, etc.

Souad Odeh est docteur en Sciences de l'information et de la communication de l'université Lumière Lyon II (2004). Elle a enseigné l'économie de l'information à l'université de Damas (2005-2012) et au Dijlah University College de Bagdad (2012-2014). Elle mène actuellement des recherches sur l'économie du partage des données relatives à la santé.

L'idée de diviser la Syrie en micro-Etats n'est pas nouvelle. Le mandat français de 1920 avait essayé d'établir un Etat alaouite qui fut appelé « Gouvernement de Lattaquié ». Ce fut un échec retentissant car, face à la colère du peuple attaché à l'unité de la Syrie et à une insurrection civile, l'initiative fut abandonnée en 1936.

On ne peut dire aujourd'hui que l'idée d'établir un Etat alaouite mènerait à la même réaction populaire, bien au contraire : il y a de très grandes chances pour que les Alaouites soutiennent massivement cette résolution, car ils considèrent que la division représente la seule garantie face à la peur existentielle que le régime a instauré dans les esprits de la communauté.

L'établissement d'un Etat alaouite est toutefois improbable compte tenu de la structure démographique de la région. Un tel Etat couvrirait quatre gouvernorats où sont présents les Alaouites (Lattaquié, Tartous, Hama, et Homs) peuplés de 6,4 millions d'habitants d'après les statistiques de 2010. Au sein de cette population, on dénombre seulement 2.2 millions d'Alaouites. Quel serait alors le destin des 4 millions d'habitants sunnites et des autres minorités religieuses ? Quelle serait leur réaction vis-à-vis d'une division de la Syrie ?

édito

La lettre d'information **fellows** vise à faire bénéficier les décideurs publics et privés des analyses des chercheurs du monde entier invités par les quatre instituts d'études avancées sis à Aix-Marseille, Lyon, Nantes et Paris.

Publiée deux fois par mois, **fellows** présentera un regard synthétique sur les grandes questions du moment. Des possibilités d'approfondissement sont disponibles sur notre site Internet **http://rfiea.fr** (contributions in extenso, podcasts audio ou vidéo, contact avec les chercheurs qui vous auront intéressés).

Par cette initiative, nous mettons à votre disposition l'exceptionnel réservoir de savoirs et d'expertises constitué au meilleur niveau international par les quatre instituts membres de notre réseau.

Le regard croisé de nos **fellows** doit nous permettre d'ouvrir ensemble des pistes de réflexion et d'action répondant à nos interrogations sur le monde de demain.

4 instituts d'études avancées en réseau
IMéRA, IEA d'Aix-Marseille
Le Collegium, IEA de Lyon
IEA de Nantes
IEA de Paris

Direction éditoriale :
Olivier Bouin
François Nicoullaud

Fondation RFIEA
Contactez-nous !
Julien Ténédos
Marion Colas
marion.colas@rfiea.fr
01 49 54 22 63
rfiea.fr
190, avenue de France
75013 Paris

Existe-t-il encore, et comment existera à terme, une société civile syrienne ?

La crise a démontré qu'il régnait une grande solidarité au sein du peuple syrien : de nombreuses associations non gouvernementales se sont créées à l'intérieur et à l'extérieur du pays, et un grand nombre de syriens se sont mobilisés pour aider leurs compatriotes dans les pays limitrophes, notamment en Turquie et au Liban. La société civile syrienne jouera par conséquent un rôle majeur dans la transition politique, en collaborant avec l'opposition syrienne modérée, afin de poser les prémices d'une Syrie pacifiée et unifiée.

Il revient aux Syriens de proposer les solutions pour en finir avec cette guerre, mais ces derniers ont besoin d'un climat favorable qui doit être garanti par la communauté internationale. Si les puissances influentes ne peuvent offrir de stabilité au peuple syrien, elles doivent alors s'abstenir de toute intervention et laisser le peuple l'occasion de trouver la solution, aussi complexe et difficile soit-elle. Aujourd'hui, l'opposition syrienne considère que les contradictions des acteurs régionaux et internationaux, au-delà des Conférences de Genève ou de Vienne ou du vote de la résolution 2.254 au Conseil de sécurité des Nations Unies, sont les principales raisons de la poursuite du bain de sang en Syrie, de l'exode massif de population et de l'influence croissante des groupes terroristes extrémistes.

Aucune construction d'un État démocratique en Syrie ne passera par l'utilisation d'une force militaire internationale qui bombarde les citoyens sans distinction. La seule sortie de crise possible en Syrie doit être fondée sur des principes moraux incontestables et respectueuse des Droits fondamentaux de l'Homme.

en bref

LIVRE

Jacques Commaille professeur des universités émérite à l'École normale supérieure de Cachan et président du Conseil d'administration du RFIEA de 2007 à 2013, vient de publier un essai indispensable pour qui s'interroge sur le rôle du droit – outil normatif ou source de revendications – dans nos sociétés contemporaines en pleine mutation.
A quoi nous sert le droit?
Gallimard, octobre 2015

CONFÉRENCE

L'institut d'études avancées de Paris vous convie au colloque international **Economic Futures : Imaginaries, Narratives and Calcination**. Le colloque présentera un large éventail de travaux portant sur l'incertitude relative aux futurs dans les décisions relatives à l'investissement, aux marchés financiers et à l'innovation. Organisé par **Jens Beckert**, ancien résident de l'IEA de Paris (2013-2014), directeur de l'institut Max Planck pour l'étude des sociétés de Cologne et Richard Bronk, chercheur en économie politique à la London School of Economics.

Jeudi et vendredi 17 et 18 mars 2016, de 9h à 18h - IEA de Paris, Hôtel de Lauzon, 17 quai d'Anjou, 75004 Paris

SÉMINAIRE

Alain Supiot, professeur au Collège de France et fondateur de l'**Institut d'études avancées de Nantes**, organise tout au long du mois de mars 2016 cinq séances de son séminaire sur le thème de la **responsabilité solidaire** avec la participation de plusieurs universitaires français et internationaux de grand renom, parmi lesquels Jesesong Park, directeur de recherche à l'Institut coréen du travail, Antoine Gaudemet, professeur à l'université Paris 2 Panthéon-Assas et Jorge Viñuales, professeur à l'université de Cambridge.
Retrouvez le programme complet sur le site du Collège de France : **college-de-France.fr/site/alain-supiot/seminar-2015-2016.htm**